ICOMOS Wallonie-Bruxelles asbl

Bulletin de liaison

nº 45 - Mai 2013

Editorial

L'été dernier, le bulletin de liaison nº 43 s'est fait l'écho des décisions prises par le Comité du patrimoine mondial lors de sa dernière session tenue à Saint-Pétersbourg et de plusieurs autres nouvelles relatives à des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ou candidats à l'inscription sur cette dernière.

Lors de cette 36ème session, les atteintes au patrimoine architectural malien ont suscité inquiétude et consternation. Celles-ci n'ont pas cessé depuis, bien au contraire. Réunis du 26 au 28 septembre 2012 à Johannesburg (Afrique du Sud) à l'occasion de la célébration en Afrique du 40ème anniversaire de la Convention du patrimoine mondial, les ministres africains en charge des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial ont, eux aussi, condamné les destructions perpétrées aux sites patrimoniaux maliens. http://whc.unesco.org/uploads/news/documents/news-949-2.pdf

Mais rien n'y a fait, de nouvelles destructions ont à nouveau été dénoncées par la directrice générale de l'UNESCO en octobre 2012 (http://whc.unesco.org/fr/actualites/947) et d'autres encore ont suivi.

Dans d'autres pays d'Afrique et du Proche Orient, le patrimoine est en proie à de nombreuses menaces dans un contexte politique intérieur troublé et conflictuel.

En **Egypte**, le riche patrimoine archéologique ne fut pas épargné dans le contexte instable de la révolution de 2011.

En **Syrie**, la vieille ville d'Alep et son patrimoine millénaire ont été durement touchés par les affrontements entre l'armée gouvernementale et les forces révolutionnaires (cfr Bulletin nº 44). Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, a appelé à plusieurs reprises (la dernière interpellation datant d'avril 2013) à cesser la violence et à protéger Alep, ville du Patrimoine mondial.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/945
http://whc.unesco.org/fr/actualites/990
http://whc.unesco.org/fr/actualites/1002

En **Lybie**, près de Tripoli, des islamistes ont détruit le mausolée d'un saint musulman, Al-Chaab Al-Dahmani, (www.lemonde.fr – 25 août 2012).

En **Tunisie**, après des destructions de mausolées soufis à Gabès et Monastir en mai 2012 (www.lemonde.fr – 16 mai 2012), le mausolée de Saïda Manoubia, sainte musulmane tunisienne, a été incendié près de Tunis en octobre 2012 (http://www.newsoftunisia.com/tag/saida-manoubia/). En janvier 2013, les mausolées de Sidi Bou Saïd (www.lepoint.fr – 13 janvier 2013 ; www.lefigaro.fr – 15 janvier 2013) et de Sidi Abdelaziz à La Marsa au nord de Tunis ont été la cible d'attaques incendiaires, et un autre mausolée, celui de Sidi Sahbi à Kairouan, a fait l'objet des mesures de protection renforcées (www.tunisiefocus.com – 16 janvier 2013). Ces incendies ne sont pas revendiqués, mais nombreux sont ceux qui pointent du doigt les intégristes islamistes - "khouanjias" - et dénoncent l'inaction du gouvernement dominé par le parti islamique Ennahda avant comme après le récent remaniement ministériel (www.lefigaro.fr – 8 mars 2013).

Autant de faits qui interpellent et inquiètent … et font écho à l'article de David Berliner, anthropologue à l'Université libre de Bruxelles, consacré essentiellement à cette douloureuse problématique (La Libre Belgique – 9 juillet 2012). Georges et Jacob Durieux nous livrent, dans ce bulletin, leur réflexion sur ces faits sous le titre "*Tombouctou au sein de l'Islam*", alors que l'antique ville malienne a aujourd'hui été libérée après plusieurs mois d'occupation par les combattants islamistes de Ansar Din.

Irina Bokova, directrice générale de l'UNESCO, qui a exhorté les forces militaires à protéger les sites culturels au Mali lors des raids aériens et interventions terrestres visant à la reprise de la ville sainte, s'est rendue au Mali le 2 février 2013 en compagnie du président français. Le 18 février 2013, elle a réuni à Paris un panel d'experts et de représentants des gouvernements malien et français, aboutissant à l'adoption d'un plan d'action pour le patrimoine malien.

http://whc.unesco.org/fr/actualites/975
http://whc.unesco.org/fr/actualites/977
http://whc.unesco.org/fr/actualites/978
http://whc.unesco.org/fr/actualites/979
http://whc.unesco.org/fr/actualites/981
http://whc.unesco.org/fr/actualites/984
http://whc.unesco.org/fr/actualites/987

Editorial (suite)

Réjouissons-nous néanmoins de la vitalité de notre association dont le programme 2012 s'est clôturé avec fruit par une visite automnale sur les chemins des marbres jaspés de Wallonie et l'organisation de notre traditionnelle rencontre avec les représentants belges au sein des Comités scientifiques internationaux, en collaboration étroite avec nos collègues néerlandophones de l'ICOMOS Vlaanderen-Brussel.

L'année 2013 a, quant à elle, débuté avec le succès de notre matinée intitulée "*Patrimoines, une identité en otage*" au cours de laquelle les conséquences désastreuses du conflit syrien sur le patrimoine ont été au centre des présentations et des débats.

Nous avons également eu le plaisir de présenter deux ouvrages fraîchement sortis de presse : THEMA & COLLECTA n° 2 dédié à la "*Documentation du patrimoine*" et les Actes du colloque "*Prévoir l'imprévisible. La gestion des risques au quotidien dans le monde patrimonial*", organisé le 22 octobre 2010 conjointement par l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles et l'Association des Archivistes francophones de Belgique, publiés grâce aux Archives et Bibliothèques de Belgique asbl.

Bonne lecture!

Pour le Conseil d'administration,

Jean-Sébastien Misson
Coordinateur du bulletin de liaison
jsmisson@gmail.com

Patrimoine Mondial

TOMBOUCTOU AU SEIN DE L'ISLAM

Tombouctou, "cité sainte" de l'Islam est appelée la ville aux 333 saints alors que l'orthodoxie musulmane ne reconnaît pas la notion de sainteté… Ce paradoxe nous amène à considérer les questions d'autodestruction du patrimoine religieux sous un autre jour. En effet, au travers d'images contradictoires (1), de manque de mémoire, d'ignorance du contexte ou de déclarations de bonne volonté mais (peut-être) intempestives, se développe un discours étranger aux forces et principes en présence.

La prise de Gao et Tombouctou par les Touaregs est le fait d'une guerre de libération nationale, énième épisode issu de la contestation des frontières tracées à l'époque coloniale… Matériellement renforcés au départ de leur mouvement indépendantiste par les islamistes, les Touaregs ont été rapidement débordés par les combattants d'Ansar Dine, AQMI et du Mujao se réclamant du wahhabisme, doctrine religieuse des "pays du Golfe". Le wahhabisme comme courant sunnite moderne est, depuis sa fondation, voué à la lutte pour l'établissement d'une orthodoxie sourcilleuse contre les "dérives" populaires. Une de ses cibles favorites est la lutte contre le soufisme et ses expressions rituelles (pèlerinages aux tombeaux d'illustres hommes de religion convaincus d'être des saints dotés de pouvoirs miraculeux, réunions d'adeptes pour des rites chantés et dansés). Dès le début du XIXe siècle et jusqu'à nos jours, les wahhabites ont détruit, en Arabie, de nombreux tombeaux qui donnaient lieu à des pèlerinages hétérodoxes mais religieux, ils s'attaquent aussi à des mosquées funéraires ou commémoratives, ce qui peut paraître plus curieux encore.

On s'effraie à Paris, mais Tombouctou, même sous la coupe de fanatiques, n'a pas encore été rayée de la carte. Pourtant, ce n'est pas faute d'en avoir été menacée. En 1862 déjà, El Hadj Oumar Tall, calife de la confrérie tidjane (confrérie soufie aux nombreux saints Marabouts) se lance dans le pillage de la "ville sainte" au nom d'un islam orthodoxe qui combat, certes la colonisation mais aussi toutes dérives animistes. Ce djihadiste périt quelques temps plus tard "*probablement victime de l'explosion de ses réserves de poudre*" … Alors comme aujourd'hui, s'il y a constat de "crimes de guerre" (2), on pourrait aussi qualifier partiellement cette guerre de religieuse, mais ce concept juridique existe-t-il vraiment hors du droit canon ?

Et le patrimoine dans tout cela ? Il va de soi qu'en tant que symbole identitaire, le patrimoine architectural fournit une cible idéale. Les mausolées de Tombouctou abritant des "saints", les fondamentalistes n'ont de cesse que de faire disparaître l'idolâtrie des hérétiques qui leur vouent un culte et se comportent dès lors en parfaits iconoclastes. En stigmatisant un parti dans cette querelle, les protecteurs du patrimoine se mêlent de religion, et quand les djihadistes demandent "*L'UNESCO, c'est quoi ?*", c'est en rapport avec l'autorité religieuse qui est sensée en émaner.

Patrimoine mondial (suite)

De fait, comment comprendre qu'un organisme culturel international puisse régenter la pratique religieuse dans le monde ? Une telle situation en ajoute encore aux contradictions internes qui émaillent la notion de patrimoine mondial, mis en péril ou non (3).

En cela, les événements de Tombouctou se révèlent proches de la destruction des Bouddhas de Bamiyan. En Afghanistan, les Talibans ont détruit les sculptures non pas parce qu'elles étaient bouddhiques mais parce que la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ – la coopération allemande) se proposait de restaurer les statues alors que l'état afghan demandait une aide économique centrée sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Au Mali, c'est quand l'UNESCO a inscrit précipitamment Tombouctou sur la Liste du patrimoine en péril (en se mêlant ici de politique internationale) que les djihadistes ont répliqué en ramenant les tombeaux des "saints" à des proportions canoniques. Par la destruction des biens culturels, dans ces deux cas, il s'agissait de poursuivre la politique internationale par d'autres moyens.

Dans le cas de la Syrie, les destructions de patrimoine sont encore justifiées autrement. C'est l'utilisation de monuments classés comme champs de bataille par les belligérants qui a causé des dommages au patrimoine (comme dans toute guerre) et non une volonté délibérée de destruction pour des raisons religieuses. La situation est encore tout autre en Egypte où le pillage des musées et des sites archéologiques répond à l'opportunité ouverte aux populations et aux trafiquants par la déstabilisation de l'Etat.

En toute raison, on ne peut comparer les destructions au Mali qu'avec celles de Tunisie et de Libye, qui elles aussi s'inscrivent dans un contexte particulier. Les nouveaux régimes sortis des urnes dans ces deux pays sont largement constitués par des partis inspirés de la doctrine wahhabite ; une fraction de leurs militants suit les mêmes pratiques iconoclastes que leurs inspirateurs religieux.

La courte analyse ci-dessus devrait permettre de mieux comprendre les tenants et aboutissants de certains événements récents sans fournir ni d'excuses ni de justifications aux uns comme aux autres. Elle tend à rappeler toutefois que l'on se situe dans une grande et détestable tradition humaine : l'intolérance et la destruction des symboles de l'Autre.

Cette tradition qui compte parmi ses hauts faits la destruction du Temple de Jérusalem par Titus en 70 de notre ère, ou l'arasement du Templo Mayor aztèque de Mexico, site archéologique situé dans le centre historique lui aussi inscrit au patrimoine mondial, pour construire une cathédrale à son côté.

Georges et Jacob Durieux
(Décembre 2012)

1. voir http://www.france24.com/fr/20120701-ansar-dine-mali-tombouctou-destruction-mausolees-saints-musulmans-islamistes-aqmi et les images qui montrent la population en train d'entretenir le parement de terre de la mosquée de Sankoré et non pas de la détruire…
2. Il y a crime de guerre lorsque "*l'une des parties en conflit s'en prend volontairement à des objectifs (aussi bien humains que matériels) non militaires.*"
3. voir http://www.rfi/afrique/20120628-unesco-place-tombouctou-liste-patrimoine-mondial-péril-gao-mali-nord-tombeau-askia

Patrimoine mondial (fin)

Nouvelles du patrimoine mondial

Europe

En septembre, la directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, s'est rendue à **Pompéi (Italie)** (http://whc.unesco.org/fr/list/829) et a pu constater les progrès obtenus par les autorités italiennes, et en particulier les municipalités et la Superintendenza Archeologica pour les Provinces de Naples et de Caserte, en vue de la préservation urgente des vestiges archéologiques suite aux effondrements survenus en 2010 et 2011. Lors de cette visite, Irina Bokova a également visité les sites de la vieille ville de Naples (http://whc.unesco.org/fr/list/726) et félicité les autorités italiennes pour la finalisation du plan de gestion de ce bien.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/930

Les travaux de réaménagement du **Mont-Saint-Michel (France)** font à nouveau débat. Cette fois, c'est au sujet de la hauteur du terre-plein qui permettra d'entrer dans le site. Fera-t-il 6,80 m, comme le Ministère de la Culture l'a préconisé, suivi sur ce point par le secteur associatif, ou 7,30 m, comme l'a décidé le premier ministre français ? Le raisonnement de ce dernier, soutenu par la préfecture, est le suivant. Seul un terre-plein de 7,30 m permettrait aux secours, dont les pompiers, d'intervenir 365 jours par an. Sinon, pendant les quelques jours de très grande marée, l'eau recouvrirait la passerelle et le gué, rendant impossible l'accès au Mont. Le choix est clairement de privilégier la sécurité sur l'esthétique et la préservation du monument historique.
www.lefigaro.fr – 27 décembre 2012

Asie

La ville historique de **Vigan (Philippines)**, inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1999 (http://whc.unesco.org/fr/list/502/), a été reconnue comme un modèle de meilleure pratique en matière de gestion d'un site du patrimoine mondial, à l'occasion du 40ème anniversaire de la Convention du patrimoine mondial. 23 pays ont participé à l'appel à candidature lancé par l'UNESCO en envoyant des propositions pour 28 sites, tant culturels que naturels. Les soumissions ont été étudiées par un comité de sélection mandaté par le Centre du patrimoine mondial.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/948

Un groupe d'experts internationaux et afghans travaillant sur la protection du **paysage culturel et de vestiges archéologiques de la vallée de Bamiyan (Afghanistan)** (http://whc.unesco.org/fr/list/208/) ainsi que des représentants des gouvernements japonais et afghan et de l'UNESCO, ont tenu la 11ème réunion du groupe de travail mis sur pied en 2002. Celle-ci s'est tenue à Aix-la-Chapelle (Allemagne), à l'Université d'Aachen (RWTH), du 10 au 12 décembre 2012. Ces experts ont adopté une liste de recommandations sur les prochaines actions pour la protection du site de Bamiyan.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/998
http://whc.unesco.org/uploads/news/documents/news-998-1.pdf

Afrique

L'UNESCO lançait récemment le **programme "*Africa Nature*"**, lors d'un atelier organisé à Nairobi (Kenya) les 1er et 2 octobre 2012, dans le but d'améliorer l'efficacité de gestion des sites du patrimoine mondial en Afrique par le biais d'un renforcement ciblé des capacités et d'un partage des connaissances. Ce programme est notamment soutenu financièrement par la Vlaamse Overheid.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/944

Cela alors même qu'en **République démocratique du Congo**, le ministre des Hydrocarbures, Crispin Atama Tabe, annonçait, bien que la loi congolaise et les engagements internationaux signés par Kinshasa interdisent toute recherche ou exploitation de minerais dans les parcs nationaux, que l'exploration pétrolière sera autorisée dans le Parc des Virunga (http://whc.unesco.org/fr/list/63 - inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril depuis 1994) si d'importants gisements y étaient pressentis.
www.lalibre.be – 5 octobre 2012

La violence est un autre type de menace qui pèse sur le patrimoine africain. La directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, a récemment exprimé sa vive inquiétude face à la montée des violences armées, du braconnage et des destructions perpétrées en avril 2013 dans le Parc national de Dzanga-Sangha, en **République Centrafricaine**. Le site fait partie du **Tri National de la Sangha**, site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 2012 (http://whc.unesco.org/fr/list/1380/) et situé dans le nord-ouest du bassin du Congo, au point de rencontre entre le Cameroun, le Congo et la République Centrafricaine.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/1006

Par ailleurs, le 1er mars 2013, l'UNESCO et le Gouvernement d'Ouganda ont signé le plan d'opération relatif au projet d'assistance technique et financière pour la reconstruction du Muzibu-Azaala-Mpanga, chef d'œuvre architectural des **Tombes des rois du Buganda à Kasubi (Ouganda)**, site inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en 2001 (http://whc.unesco.org/fr/list/1022/), et dont le bâtiment principal a été détruit par le feu le 16 mars 2010.
http://whc.unesco.org/fr/actualites/991

Patrimoine culturel immatériel de l'humanité

Marches de l'Entre-Sambre-et-Meuse

La 7ème session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, du 3 au 7 décembre 2012.
http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?pg=00430

Lors de cette session, 36 candidatures ont été examinées. 27 éléments du patrimoine culturel immatériel ont été inscrits sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité parmi lesquels le chant bouddhique du Lakah (Inde), le fest-noz (France), le frevo (Brésil), le festival des cerises de Sefrou (Maroc), ou encore la fauconnerie, un patrimoine humain vivant (candidature plurinationale dont la Belgique est partie prenante).
http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=11&inscription=7

En plus de la fauconnerie, la Belgique a obtenu l'inscription d'un 9ème élément de son patrimoine culturel immatériel sur cette liste, à savoir les marches de l'Entre-Sambre-et-Meuse. Sur les 79 marches actuellement recensées, quinze d'entre elles ont été inscrites :
· Saint-Feuillen à Fosses-la-Ville,
· Sainte-Rolende à Gerpinnes,
· Saint-Roch à Ham-sur-Heure,
· La Madeleine à Jumet,
· Saint-Roch à Thuin,
· La Trinité à Walcourt,
· Saints-Roch-et-Frégo à Acoz,
· Saint-Pierre à Biesmerée,
· Saints-Pierre-et-Paul à Florennes,
· Saint-Eloi à Laneffe,
· Saint-Pierre à Morialmé,
· Sainte-Anne à Silenrieux,
· Saint-Fiacre à Tarcienne,
· Saint-Pierre à Thy-le-Château,
· Saint-Pierre à Villers-deux-Églises.

Les éléments belges précédemment repris sont :
· Le répertoire du rituel des classes d'âge de Louvain (2011)
· Le carnaval d'Alost (2010)
· Houtem Jaarmarkt, foire annuelle d'hiver et marché aux bestiaux à Hautem-Saint-Liévin (2010)
· Les Krakelingen et le Tonnekensbrand, fête du feu et du pain de la fin de l'hiver à Grammont (2010)
· La procession du Saint-Sang à Bruges (2009)
· Le carnaval de Binche (2008)
· Géants et dragons processionnels de Belgique et de France (Ath, Bruxelles, Dendermonde, Malines et Mons) (2008)
http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00311&cp=BE

Pour en savoir plus sur la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003 – ratification par la Belgique en 2006) :
http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00002

Marche Saint-Roch à Thuin - Cliché : Jean-Pol Grandmont via WikiCommons (2007)

Marche Saints-Roch-et-Frégo dans la cour du château d'Acoz - Cliché : J.-S. Misson (2009)

Activités

Autour des marbres jaspés de Wallonie

Le samedi 13 octobre 2012, l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles organisait une journée de visite consacrée aux marbres jaspés de Wallonie, commentée par nos membres Frans Doperé et Francis Tourneur.

Une quarantaine de membres se sont retrouvés à l'abbaye de Saint-Remy de Rochefort où, après un bref coup d'œil au complexe abbatial et à sa surprenante église récemment néo-romanisée, la journée a débuté par la visite de l'exposition "*Autour des marbres jaspés de Wallonie*", organisée par la Société archéologique de Namur, avec le concours des deux spécialistes précités.

Ensuite, les participants ont pu exceptionnellement accéder à la carrière historique de Saint-Remy. Celle-ci est reconnue pour la qualité de ses marbres jaspés, de teinte gris rose veinée de blanc, très prisés singulièrement au XVIII^{e} siècle et largement mis en œuvre dans la décoration intérieure tant de châteaux et hôtels particuliers que d'édifices religieux de ce siècle. L'exploitation y a perduré jusqu'aux années 1970 et l'ensemble conserve une extraordinaire série de traces des méthodes d'extraction depuis l'Ancien Régime jusqu'au XX^{e} siècle, un vrai musée des techniques carrières en plein air ! De plus, le site est retourné à la Nature, avec ici aussi des qualités hors du commun, qui en font un des endroits les plus importants pour la biodiversité en Wallonie.

L'après-midi fut consacrée à la visite de la carrière de marbre rouge d'Hautmont à Vodelée que la tradition désigne comme lieu d'origine des marbres colorés des prestigieuses Galeries royales Saint-Hubert à Bruxelles. Toujours en activité, seule de son genre encore exploitée en Belgique par le groupe Merbes-Sprimont, cette colline de marbre très spectaculaire, entaillée de hautes falaises et de profondes encoches, est à même de fournir toutes les variétés souhaitées pour la restauration du patrimoine ou la création contemporaine.

La journée s'est justement achevée par la visite d'une maison inhabituelle, à l'entrée du village de Vodelée, majoritairement bâti de marbre : l'habitation de l'artiste Jos Delbroek, édifiée pour lui-même, est une application exemplaire du marbre dans l'architecture contemporaine aux lignes très épurées. Bref, une journée variée et colorée, malgré le temps maussade ; mais la pluie avive les couleurs des marbres !

(F.T. et J.-S. M.)

Forum CSI

Fort de l'expérience et des succès des cinq premiers forums des représentants au sein des Comités scientifiques internationaux, l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles s'est associé à l'ICOMOS Vlaanderen-Brussel pour l'organisation d'une première édition conjointe de cette rencontre. Celle-ci s'est déroulée le samedi 8 décembre 2012 à la Bibliothèque Royale de Belgique à Bruxelles. 12 Comités scientifiques internationaux y étaient représentés. Les comptes rendus sont publiés conjointement avec l'ICOMOS Vlaanderen-Brussel.
http://www.belgium-icomos.org/fr/csi.html

Les patrimoines, une identité en otage

En réponse aux interrogations de ses membres relatives aux destructions subies par le patrimoine culturel syrien, l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles a tenu une matinée d'information et de réflexion sur le sujet le samedi 2 février 2013, au Centre International pour la Ville et l'Architecture (CIVA) à Ixelles. Le rôle de modérateur était tenu par Samir Abdulac, secrétaire général de l'ICOMOS France et vice-président du CSI Villes et villages historiques (CIVVIH), également chargé du suivi de la situation du patrimoine en Syrie pour l'ICOMOS International et l'ICORP, en relation avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales dont l'ICCROM.

Première intervenante, Sarah Saleh, architecte syrienne et docteur en archéologie (KU Leuven), a livré un survol général des dégâts à partir des informations officielles et non-officielles parvenant de Syrie, notamment par le biais de l'internet et singulièrement les vidéos publiées sur la toile. Ce survol met en évidence que la guerre civile débutée au printemps 2011 n'a pas immédiatement affecté le patrimoine culturel syrien mais le détériore cependant durement depuis 2012. La nature de ces dégradations est d'une triste variété, qu'il s'agisse de l'occupation militaire d'anciennes forteresses, des combats et bombardements, de pillages, de fouilles illicites et encore de constructions illégales.

Agnès Vokaer, archéologue et docteur en archéologie (ULB), chargée de cours, collaboratrice scientifique au Centre de Recherches en Archéologie et Patrimoine de la Faculté de Philosophie et Lettres et membre de la mission archéologique belge d'Apamée fondée en 1930, a centré son exposé sur ce site. Elle a mis en évidence la difficulté d'obtenir des informations de première main quant à l'ampleur exacte des dégradations subies par le site, les contacts privilégiés établis sur place étant rendus impossibles dans ce contexte troublé. En plus des dégâts et des pillages que semble avoir subi le site et des vols de mosaïque

Activités (suite)

signalés dans le musée d'archéologie voisin, il faut également déplorer l'occupation militaire de la maison de fouilles de la mission, dont on peut craindre qu'elle ait durement touché le fruit de plusieurs décennies de recherche. Cet exposé a également mis en évidence le développement d'un trafic d'objets archéologiques authentiques ou contrefaits, profitant de la confusion de la situation actuelle.

Jacob Durieux, archéologue et doctorant à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, dépassant le seul contexte syrien, a embrassé plus largement les dégradations subies par le patrimoine culturel dans plusieurs pays arabes au cours des dernières années (Irak, Lybie, Egypte, Syrie, Tunisie, Mali). Cet exposé a démontré la spécificité de chaque situation, ce qui rend les généralisations hasardeuses. Pour ce qui est des pillages et fouilles clandestines que facilitent les périodes de troubles, il convient évidemment de porter notre regard sur le marché des antiquités - licite ou illicite - et nous interroger sur son rôle. Par ailleurs, si les conflits armés sont un contexte "favorable" au développement d'un tel trafic, les difficultés économiques peuvent également générer un tel développement comme le montre la recrudescence de fouilles clandestines en Grèce et en Italie. La destruction délibérée de monuments pour des motifs religieux mais aussi politiques dans plusieurs de ces pays a également été examinée. Celle-ci n'est d'ailleurs pas inédite dans l'histoire de l'Islam ni dans celle de la civilisation occidentale. En outre, cet exposé a mis en évidence la diversité des cibles (monuments religieux islamiques considérés comme sacrilèges par les factions intégristes, monuments associés au pouvoir politique contesté, monuments d'autres religions) et des contextes et de conditions de ces destructions (illégales dans plusieurs pays ou au contraire cautionnées et perpétrées sous surveillance des autorités religieuses intégristes occupantes comme ce fut le cas au Mali) ou projets destructeurs (demandes officielles de destruction par voie légale).

Samir Abdulac a conclu cette matinée en brossant un tableau des interventions des organisations patrimoniales internationales et en soulignant une nouvelle fois la difficulté d'accès à une information fiable dans un contexte aussi troublé ainsi que l'importance de croiser les renseignements reçus. Le rôle de la population locale a également été fortement mis en évidence, tout comme l'importance d'une mobilisation des réseaux professionnels avant, pendant et après les conflits. Il a souligné que le degré et l'étendue des dégâts du patrimoine syrien "*nécessitent une aide, assistance et mobilisation internationale en faveur de la protection et de la restauration du patrimoine culturel mobilier et immobilier syrien*". Effectivement, l'ICOMOS et l'ICORP (Comité scientifique international de l'ICOMOS pour la prévention des risques) essaient de suivre, de manière neutre, la situation du patrimoine. Des missions sur place étant actuellement exclues, l'ICOMOS et l'ICCROM ont organisé conjointement, du 7 au 8 janvier 2013, un cours à distance (e-learning) pour les professionnels du patrimoine culturel syrien. Ce cours a pour objectif d'améliorer la "*capacité des experts syriens en patrimoine culturel à gérer et à faire face aux effets multiples que le conflit armé a sur leurs sites et collections de musées, fournissant des informations essentielles sur la gestion et les réponses aux situations d'urgence, l'évacuation des collections, l'évaluation des dommages, la création de réseaux et le renforcement des capacités pour la phase de rétablissement*".

(T.P. et J.-S.M.)

Associations

Union des Artisans du Patrimoine

L'Union des Artisans du Patrimoine a été créée en 2007 à l'initiative de femmes et d'hommes de métiers. Le but de l'UAP est de défendre et promouvoir le statut de l'Artisan et de sauvegarder et transmettre les savoirs accumulés au fil des générations et ce grâce à ses membres exerçant des métiers tels que la couverture, la charpente, la taille de pierre, la ferronnerie, le vitrail, la maçonnerie, la peinture décorative, l'ébénisterie, la bijouterie, la rocaille, la mosaïque … En 6 ans, l'UAP est devenue un interlocuteur incontournable dans le domaine des métiers de la restauration et de la création du patrimoine de demain. Elle se positionne vis-à-vis des décideurs politiques, des administrations et de tous les acteurs de la société. Les buts poursuivis et les actions menées par l'ICOMOS entrent en résonnance totale avec les problématiques rencontrées chaque jour par les artisans membres de l'UAP.

Nous nous réjouissons d'être devenus membre institutionnel de l'ICOMOS Wallonie-Bruxelles en 2013.

Sylvie Vander Kelen
Membre de l'UAP

Colloques & Conférences

4-5 juin 2013
Conserving outdoor painted sculpture meeting 2013

Lieu : Otterloo (Pays-Bas)
Org. : The Modern Materials and Contemporary Art (MMCA)
Info : http://www.incca.nl/opsmeeting2013

11 & 12 juin 2013
Un siècle de protection des Monuments historiques. Pour quel avenir ?

Lieu : Paris, Maison de l'UNESCO
Org. : Vieilles Maisons de France Info :
http://www.vmfpatrimoine.org/ rubrique colloque

16-18 septembre 2013
3rd European Workshop on Cultural Heritage Preservation (EWCHP 2013)

Lieu : Bolzano (Italie)
Org. : European Academy of Bozen/Bolzano (EURAC)
Info : http://www.3encult.eu/en/ewchp/papers.html

23-28 Septembre 2013
Protecting Deltas, Heritage Helps

Lieu : Amsterdam
Org. : ICOMOS Netherlands
Info : http://icomosconference.nl/

26-28 septembre 2013
Au-delà du monument. Le devenir des églises : patrimonialisation ou disparition? Neuvième rencontre internationale des jeunes chercheurs en patrimoine

Lieu : Katholieke Universiteit Leuven
Org. : Université du Québec à Montréal et Centre International Raymond Lemaire pour la Conservation (KUL)
Info : http://www.patrimoine.uqam.ca/

8-10 octobre 2013
Cemetery Preservation Summit

Lieu : Niagara Falls (New York – USA)
Org. : National Center for Preservation Technology and Training (NCPTT)
Info : http://ncptt.nps.gov/call-for-presentations-international-cemetery-preservation-summit/

9-11 octobre 2013
Post-Conflict, Cultural Heritage and Regional Development : An International Conference

Lieu : Wageningen (Pays-Bas)
Org. : Liberation Day Committee 1945
Info : http://www.peaceconference.org/call_for_abstracts

23-25 octobre 2013
Les sciences de la conservation du patrimoine et le développement durable: acquis, recherche, innovation

Lieu : Institut National du Patrimoine (Paris)
Org. : Centre de recherche sur la conservation des collections (CRCC)
Info : http://crcc50.sciencesconf.org/?lang=fr

28-30 octobre 2013
Heritage Wood: Research and Conservation in the 21st Century

Lieu : Varsovie (Pologne)
Org. : ICOM-CC
Info : http://icom.mnw.art.pl/index.php/en/

5-7 novembre 2013
Problems and experience of the engineering protection of the urbanized territories and a safeguarding of the heritage under conditions of the geo-ecological risk

Lieu : Kiev (Ukraine)
Org. : Commission nationale UNESCO de l'Ukraine
Info : http://new.sophiakievska.org/en

18-20 novembre 2013
Monitoring Conservation Management (Built Heritage 2013)

Lieu : Milan (Italie)
Org. : Politecnico di Milano
Info: http://www.bh2013.polimi.it/

19-22 novembre 2013
XIth World Congress of the Organization of World Heritage Cities

Lieu : Oaxaca (Mexique)
Org. : Organisation des Villes du Patrimoine Mondial
Info : http://ocpmoaxaca2013.org/?lang=fr

ICOMOS Wallonie-Bruxelles asbl

Bulletin de liaison - nº 45 - Mai 2013

Siège social :
rue de l'Ecluse 22
B-6000 Charleroi

Secrétariat :
BP 132
B-7190 Ecaussinnes

Tél. +32 (0)475 75 32 41
icomos.walloniebruxelles@skynet.be
http://belgium-icomos.org/wb/fr/index.html

Editeur responsable :
Stéphane Demeter - Président

Coordinateur :
Jean-Sébastien Misson
jsmisson@gmail.com - Tél. +32 (0)477 68 75 04

Ont contribué à ce numéro :
Michèle Callut, Georges Durieux, Jacob Durieux, Jean-Sébatien Misson, Teresa Patricio, Francis Tourneur et Sylvie Vander Kelen

Retrouvez le bulletin en ligne : http://www.belgium-icomos.org/wb/fr/publications.html

Avec le soutien de la Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale.
Ce bulletin est mis en page à l'aide du logiciel Scribus (libre de droits).